

MICROCRÉDIT

Les investisseurs en microfinance rappelés à la réalité des risques

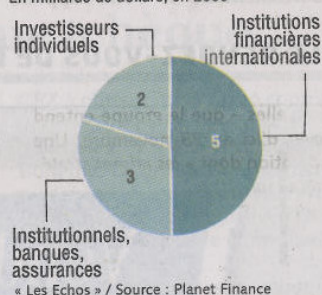
La crise financière touche aussi la microfinance. Elle a accentué, pour ses différents acteurs, les risques de surendettement, de défaut et de change. Dans certains pays, les institutions de microfinance (IMF) ont enregistré une multiplication par plus de 3 du taux des impayés. C'est le cas notamment de la Bosnie (de 4 % à 17 %) et du Tadjikistan (de moins de 2 % à 12 % en seulement huit mois). Du coup, les investisseurs ont préféré, par prudence, se constituer des poches de liquidités, qui ne sont plus introduites dans le circuit de financement. Des liquidités également gonflées par l'arrêt de projets sur le terrain, ce qui conduit certaines IMF à des remboursements anticipés.

Au-delà de son impact direct, la crise financière a également révélé les difficultés techniques inhérentes à ce segment encore réduit - environ 50 milliards de dollars d'encours - de la finance mondiale. « Certains pays ne disposent pas de "centrale du risque" proposant des données fiables sur l'endettement des ménages, regrette Sébastien Duquet, directeur général de PlaNIS, spécialisé dans le conseil aux opportunités d'investissement dans les IMF. On se retrouve parfois dans des situations de surendettement, dans lesquelles on distingue mal le microcrédit professionnel du crédit à la consommation. » Autre problème pour financer les IMF : la volatilité du marché monétaire, lui aussi secoué par la crise financière. Au plus fort de la tempête, les produits de couverture étaient trop chers pour permettre un montage de microcrédit. « Il existe des zones géographiques intéressantes à financer, mais pour lesquelles la question du change n'a pas encore été résolue. Les investisseurs se concentrent bien souvent sur les mêmes régions du monde », explique Sébastien Duquet.

Dans la microfinance, les fonds traditionnels (banques, compagnies d'assurances, institutions financières internationales) restent

Microfinance : les investisseurs étrangers

En milliards de dollars, en 2009



encore prépondérants dans les investissements étrangers. Mais ces freins conjoncturels et structurels pourraient finir par inquiéter les fonds qui, tout en étant « responsables », restent attentifs aux performances de leurs investissements. Ce qui pourrait conduire à l'émergence de nouveaux acteurs dans le financement des IMF, des investisseurs prêts à ne dégager aucun bénéfice.

Des prêts en « peer to peer »

La plate-forme Babyloan, fondée en septembre 2008 et qui organisait, le week-end dernier, la deuxième édition de ses rencontres, en est un exemple. Ce modèle « peer to peer » permet aux internautes de réaliser des prêts d'honneur, ensuite redistribués par la plate-forme. Babyloan se rémunère en prélevant 1 euro par prêt (par tranche de 100 euros) et des frais de dossier forfaitaires auprès des IMF emprunteuses. « Notre modèle nous amène à financer des IMF plus risquées, qui n'intéressent pas forcément les fonds d'investissement », fait valoir Arnaud Poissonnier, fondateur de la plate-forme, dont les chiffres restent encore modestes : 4.000 prêteurs en un an, pour 350.000 euros prêtés. Avec environ 80 millions de dollars investis dans le monde, le modèle « peer to peer » reste aujourd'hui marginal.

ÉDOUARD LEDERER